

# Edito

*Elargissement de l'Union européenne, entrée de la Turquie, institutions...*

# Oui à l'Europe sans la Turquie !



**Lire dossier pages 4 et 5.**

## Meilleurs vœux pour 2003 !

*Chers Amis,*

*En premier lieu, j'adresse mes meilleurs vœux de bonne et heureuse année à vous, à votre famille et à vos proches. Que cette nouvelle année vous apporte joie, santé et réussite dans vos projets.*

*Mes vœux vont aussi bien-sûr à notre jeune mouvement, le MNR qui, face aux épreuves et aux difficultés, a montré qu'il était solide grâce au dévouement, à la ténacité et à la fidélité des hommes et des femmes qui le constituent.*

*Enfin, je forme des vœux pour la France et pour l'Europe afin qu'elles renouent avec les valeurs de notre civilisation et qu'elles se montrent ainsi à la hauteur des grands enjeux du XXIe siècle.*

## Catherine Mégret condamnée en cassation

Le 14 janvier, la Cour de Cassation a confirmé la scandaleuse condamnation pénale de Catherine Mégret dans l'affaire de la prime de naissance de Vitrolles. C'est la démocratie qui est condamnée et le suffrage universel qui est bafoué par des juges qui ne respectent plus la liberté politique des élus. **(lire p. 9)**

## sommaire

- ➔ Une sélection de communiqués du MNR ..... p. 2
- ➔ Immigration : le Commissariat au Plan d'accord avec le MNR ..... p. 3
- ➔ Entretien avec Olivier Pichon ..... p. 6
- ➔ Onze nouveaux secrétaires départementaux ..... p. 9
- ➔ Tract à reproduire et à diffuser ..... p. 11

**Souscription** lire pp. 8 et 12  
**pour aider le MNR à faire face**

Toute l'actualité du mois à travers une sélection de communiqués de presse officiels du MNR.

## 20 novembre

### ■ Naufrage du *Prestige* : une conséquence de la mondialisation sauvage

Bruno Mégret se déclare profondément affecté par le désastre écologique qui touche les côtes européennes après le naufrage du pétrolier *Prestige*. Il considère que cette catastrophe pose le problème majeur de la mondialisation sauvage. En effet, la pratique de la globalisation à outrance s'avère très efficace pour supprimer les régulations et tous les contrôles dans les échanges internationaux mais s'avère totalement incapable

d'assurer quelque protection que ce soit sur le plan humain, sanitaire, social, commercial ou écologique. Pour Bruno Mégret, le naufrage du *Prestige* devrait sonner comme un coup de gong à l'oreille des responsables gouvernementaux et les conduire à une véritable régulation de la mondialisation et à une réglementation écologique très sévère des transports maritimes.

## 9 décembre

### ■ Procès des Roms en situation irrégulière : une absurdité politique et juridique



Pour Bertrand Robert, le bras de fer qui oppose le ministre de l'Intérieur à la justice au sujet de l'expulsion de plusieurs dizaines de Roms en situation irrégulière est la parfaite illustration des contradictions du gouvernement. Tant que M. Raffarin

n'entreprendra pas des réformes de fond en matière judiciaire, notamment pour simplifier les procédures d'expulsion, faire appliquer la loi et renforcer les sanctions, les coups médiatiques organisés par M. Sarkozy resteront parfaitement inefficaces. Le MNR entend que la France préserve son identité et garde la maîtrise des flux migratoires sur son territoire.

## 20 décembre

### ■ Refus du référendum sur la décentralisation : pour rapprocher les citoyens des décisions, on commence par les en écarter

Bruno Mégret, président du MNR, déplore la décision de M. Chirac de ne pas organiser de référendum sur la décentralisation, qui est pourtant un sujet majeur puisqu'il touche au fonctionnement de nos institutions et qu'il nécessite une réforme de la constitution.

Pour Bruno Mégret, il est paradoxal de vouloir rapprocher les décisions des citoyens par le moyen de la décentralisation et de refuser dans le même temps que les citoyens décident eux-même de cette décentralisation.

## 11 décembre

### ■ Soutien de Bush à l'entrée de la Turquie dans l'Europe : une ingérence inadmissible

Bertrand Robert, vice-président du MNR, se dit indigné par le soutien officiel de M. Bush à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Outre le non-sens politique, culturel et historique que cette adhésion représenterait, notamment avec

l'arrivée de 70 millions de musulmans sur le marché communautaire, Bertrand Robert juge cette prise de position du Président américain comme une ingérence inadmissible dans les affaires européennes.

## 22 décembre

### ■ Rééquilibrer les rapports de force au profit des agriculteurs

Bruno Mégret, président du MNR, se dit solidaire des agriculteurs français dans le conflit qui les oppose à la grande distribution. Il estime nécessaire de rééquilibrer le rapport de force entre grandes surfaces et producteurs. La position dominante de la grande distribution et la libération des prix agricoles de plus en plus alignés sur ceux des marchés mondiaux pénalisent le monde rural

mais aussi l'ensemble des consommateurs qui ne voient pas les prix qui leur sont imposés baisser pour autant. Bruno Mégret demande que le gouvernement mais aussi l'Union européenne réglementent les pratiques sauvages de la grande distribution et régulent les échanges, notamment agricoles, en instaurant la préférence communautaire.

## In Memoriam

● **Le 29 novembre, notre amie Adrienne Franchi a été sauvagement assassinée au pied de son immeuble. Militante très active de la fédération des Alpes-Maritimes, ancienne conseillère municipale de Nice, elle avait consacré sa vie à défendre ses convictions de façon désintéressée. Au-delà des clivages partisans, elle était appréciée pour sa gentillesse, son ouverture d'esprit et son dévouement total au service de ses idées.**

● **Quelques jours avant Noël, Inga Fayard, épouse de notre ami Hubert Fayard, est décédée des suites d'une longue maladie. Bruno Mégret et tous les dirigeants et militants du MNR assurent Hubert et ses quatre enfants de leurs pensées amicales et de leurs condoléances attristées face au malheur qui les frappe.**

## EXPLICATIONS À NOS LECTEURS

Depuis le mois de novembre, les adhérents du MNR et les abonnés au magazine *Le Chêne* ne reçoivent plus ce dernier mais *Le Mouvement*. Ce changement est dû essentiellement aux difficultés financières que traverse le MNR. Dès le mois de février, vous recevrez de nouveau *Le Chêne*, à un rythme mensuel mais sous une forme remodelée et plus économique. De même, le site internet [www.m-n-r.com](http://www.m-n-r.com) est momentanément indisponible pour des raisons techniques liées à des actes de malveillance. Il sera très prochainement rétabli et mieux sécurisé sous la double adresse [m-n-r.com](http://m-n-r.com) et [m-n-r.net](http://m-n-r.net)

# Recours à l'immigration : le Commissariat général au Plan valide l'analyse du MNR

*Un récent rapport du Commissariat général au Plan tord le cou à deux poncifs à la mode selon lesquels le recours à l'immigration massive serait dicté par des impératifs démographiques et économiques. De la sorte il vient opportunément valider l'analyse du MNR en même temps qu'il désavoue la quasi-totalité de l'établissement politique.*



Souvenez-vous. Il y a trois ans, un rapport de la Division population de l'Onu défrayait la chronique en suggérant que la France accueille quelque 24 millions d'immigrés supplémentaires d'ici à 2040 de façon à combler son déficit démographique et à sauver son système de retraite par répartition. A l'époque, une idée aussi incongrue que scandaleuse n'avait pourtant suscité aucune véritable réprobation dans la classe politique. Oh, bien sûr, certains trouvaient parfois à redire sur l'ampleur des chiffres de l'Onu... Mais ils approuvaient cependant globalement et unanimement la méthode consistant à pallier le vieillissement par l'ouverture des frontières. L'idée leur semblait d'ailleurs d'autant plus séduisante qu'ils estimaient alors que la France, malgré ses millions de chômeurs, souffrait d'une pénurie de main-d'œuvre. On se souvient notamment que M. Juppé avait réclamé, dans un célèbre entretien

au quotidien *Le Monde*, que la France accueille "de nouvelles vagues d'immigrations."

A l'époque, le MNR avait vigoureusement protesté contre le simplisme de telles propositions en lançant une grande pétition contre le rapport de l'Onu et en réclamant que les difficultés d'embauche rencontrées dans certaines professions soient résolues, non par l'importation massive de main-d'œuvre étrangère mais par le développement de la formation professionnelle des travailleurs français privés d'emploi. Ce sont ces propositions qui sont aujourd'hui reprises au fil d'un rapport de quelque 400 pages publié en octobre dernier par les experts du Commissariat général au Plan et intitulé "Immigration, marché du travail, intégration."

Pour commencer, les experts tordent le cou aux conclusions du rapport de l'Onu. Ainsi, pour Didier Blanchet, chef du département Emploi et revenus d'activité de l'Insee, "l'exercice des Nations Unies conduit à sortir largement du vraisemblable en évaluant les flux migratoires considérables et aberrants que requerrait la stabilisation à long terme des ratios actifs/retraités." Et il enfonce le clou en soulignant que selon lui "il n'est pas réaliste d'espérer compenser le vieillissement par la migration" avant d'estimer que "l'idée même de planification des flux migratoires en fonction

d'objectifs purement démographiques pose problème et est vouée à l'échec."

Et qu'en est-il du recours à l'immigration pour pallier d'éventuelles pénuries de main-d'œuvre ? Là aussi, les conclusions des experts sollicités par le Commissariat général au Plan sont sans appel. Pour Didier Blanchet, combien même ces pénuries seraient avérées, le recours à l'immigration n'est pas l'unique solution. "De même qu'il y a choix possible entre migration et aide aux familles en matière de renouvellement de la population, il y a en matière de pénurie de main-d'œuvre, choix entre la ressource migratoire et la réorientation des résidents vers les activités en déficit de ressources, que ce soit par les reconversions ou les systèmes de

seconde carrière."

sur cette question spécifique, Carole Deneuve, chargée d'études et de recherche au Centre d'observation économique, est plus définitive encore : "La persistance d'un effectif important de chômeurs plaiderait plutôt pour un contrôle des flux migratoires et un renforcement des systèmes de formations."

De la sorte, le Commissariat général au Plan vient opportunément valider l'analyse du MNR en même temps qu'il désavoue la quasi-totalité de l'établissement politique.

*C. Dessanti*

**"L'idée même de planification des flux migratoires en fonction d'objectifs purement démographiques est vouée à l'échec."**

**Didier Blanchet**

**Chef du département Emploi et revenus d'activité de l'Insee**

# Non à la Turquie en Europe !



*Alors que la Turquie vient de franchir une nouvelle étape sur le chemin de son adhésion à l'Union européenne, il faut rappeler que l'entrée de ce pays doit être refusée non seulement pour des raisons conjoncturelles mais en vertu d'un principe simple : seuls les pays européens ont vocation à adhérer à l'Union européenne.*

Il ne faut pas se méprendre : au sommet de Copenhague, les Quinze n'ont pas fermé la porte de l'Union européenne à la Turquie. Et ils n'ont pas davantage renvoyé l'adhésion de ce pays aux calendes grecques. Au contraire, les Quinze ont réaffirmé la vocation de la Turquie à intégrer l'Union. Et ils lui ont même donné rendez-vous en 2005 pour engager techniquement ce processus d'adhésion.

## Accélération du processus d'adhésion

Malgré la déception ostentatoire affichée par les dirigeants turcs, le processus d'adhésion turc vient donc de franchir une nouvelle étape décisive. Lancé en avril 1987 lorsque la Turquie formula officiellement sa candidature, ce processus n'a en réalité jamais marqué le pas. Depuis quelques années il connaît au contraire une spectaculaire accélération. C'est en 1999 que les chefs d'Etat et de gouvernements de l'Union proclamèrent, lors du sommet d'Helsinki, que « la Turquie est un pays candidat qui a vocation à rejoindre l'Union européenne sur la base des mêmes critères qui s'appliquent aux autres candidats. » Ce sommet permettait même à la Turquie de mettre un pied dans l'Union puisque la même déclaration ajoutait : « la Turquie

bénéficie d'une stratégie de pré-adhésion visant à encourager ses réformes. » Enfin, le 15 novembre 2000, 429 députés européens sur 626, dont la quasi-totalité des élus français, votaient une résolution en faveur de l'entrée de la Turquie.

## L'aveuglement de Chirac

Malgré la soudaine opposition de Valéry Giscard d'Estaing, actuel président de la Convention sur l'avenir de l'Europe, déclarant au *Monde* du 9 novembre que l'adhésion de la Turquie signifierait « la fin de l'Union européenne », malgré aussi la récente accession au

pouvoir d'un parti islamiste à Ankara, cette ligne pro-turque triomphe encore chez les dirigeants européens et notamment français.

Ainsi, le ministre des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, s'est empressé de déclarer que « les engagements des Européens à l'égard de la Turquie ne sauraient être remis en cause. » Quant à Chirac, il bouscula carrément le protocole de l'Elysée en accueillant le chef des islamistes turcs sur le perron du palais, un geste habituellement réservé aux seuls chefs d'Etat et de gouvernement, une qualité dont est dépourvu



## Elargissement de l'Union européenne Oui à la grande Europe, non au carcan bruxellois !

A l'occasion du sommet de Copenhague, Bruno Mégret se félicite de l'entrée prévue des pays de l'Est dans l'Union européenne. Mais il déplore que cet élargissement n'aille pas de pair avec un assouplissement des règles et des contraintes propres au système bruxellois.

Pour que toutes les nations européennes –et européennes seulement– puissent intégrer l'Union, il juge indispensable de réformer les institutions actuelles pour en faire une structure légère de coopération à la carte.

Pour Bruno Mégret et le Mouvement national républicain, l'élargissement de l'Europe ne pourra réussir que si la diversité de ses membres est respectée et si les nations peuvent coexister plus librement au sein de ce grand ensemble.

M. Erdogan, car cet « islamiste modéré », comme le qualifient les médias complaisants, est empêché d'accéder à ses fonctions en raison d'une condamnation pour "incitation à la haine religieuse."

## Un pays de 70 millions de musulmans

Pourtant, pour rejeter l'idée même d'une adhésion de la Turquie, les arguments ne manquent pas. Sans même parler des conséquences économiques ravageuses qu'entraînerait l'adhésion d'un pays de 70 millions de ressortissants dont le PIB par habitant est de 3000 dollars contre 20 000 dollars en moyenne pour les Quinze, on voit mal ce qui peut justifier l'adhésion d'un pays non-européen. Car, si estimable soit-elle, la Turquie n'est pas une nation européenne : plus de 97 % du territoire turc se trouvent en Asie et 99 % de ses habitants sont musulmans. Si la Turquie adhère à l'Union, alors quelque 70 millions de musulmans bénéficieront de la liberté de circulation dans une Europe qui se découvrirait des frontières communes avec l'Iran, l'Irak, la Syrie, l'Azerbaïdjan... Laisser adhérer la Turquie c'est accepter que l'Union européenne n'ait plus aucune identité et aucune limite géographique. Bülent Ecevit, Premier ministre turc à l'époque du sommet d'Helsinki, ne déclarait-il

pas : « Maintenant que la Turquie est reconnue comme candidate possible, plus rien ne s'oppose à ce que l'Europe s'étende plus à l'est, vers le Caucase, finalement vers l'Asie centrale et le reste de l'Asie.»

## Pour la communauté de civilisation européenne

Il y a donc clairement différentes façons de s'opposer à l'entrée de la Turquie dans l'Union. Il y a ceux qui s'y opposent pour des raisons conjoncturelles en estimant que la Turquie n'a pas encore fait suffisamment de progrès sur la question de la démocratie, des droits de l'homme ou de la rigueur économique... Ceux-là disent aujourd'hui « non » à l'adhésion turque, mais demain ils pourraient tout aussi bien lui dire « oui ». Et puis il y a ceux qui, considérant que l'Europe est davantage qu'un simple traité économique ou une vague référence aux droits de l'homme, jugent que la Turquie, si respectable soit-elle, n'a pas vocation à y adhérer. C'est très clairement à ce second groupe qu'appartient le MNR. Et c'est pourquoi, en tant que défenseur de l'identité française et de la communauté de civilisation européenne, il s'opposera toujours et de toutes ses forces à l'adhésion de la Turquie.

*C. Dessanti*

## 58 % des Français contre l'adhésion de la Turquie ! Demandons un référendum !

Vivons-nous encore dans un régime démocratique ? On peut légitimement en douter. En effet, alors que M. Chirac et son gouvernement persistent à poursuivre le processus d'adhésion de la Turquie, les Français, eux, y sont très majoritairement opposés.

Selon un récent sondage de la Sofres, près de 58 % des Français seraient « tout à fait opposés » (35 %) ou « plutôt opposés » (23 %) à l'entrée de la Turquie dans l'Europe, tandis que seuls 5 % y seraient « tout à fait favorables » !

Dans ces circonstances, il faut mobiliser les Français pour que leur opposition cesse d'être silencieuse. C'est ce à quoi va s'employer le MNR en éditant un tract réclamant un référendum sur l'adhésion turque. Ce tract figure en page 11 de votre magazine. Photocopiez-le et diffusez-le sans restriction !

## Débat sur la Turquie : les lauréats du grand bêtisier politicien

**Jacques Chirac** qui, croyant que plus c'est gros, mieux ça passe, a déclaré : "la Turquie a toujours fait partie de l'Europe" ! Rappelons au Président que depuis la bataille de Manzikert en 1071, jusqu'à l'occupation de Chypre en 1974, en passant par la chute de Constantinople (1453), la bataille de Lépante (1571) et la levée du siège de Vienne (1683), les rapports entre les Ottomans, puis les Turcs, et les Européens sont ceux d'une lutte sans merci.

**Pierre Moscovici**, ancien ministre des affaires européennes, qui non content d'être favorable à l'adhésion de la Turquie musulmane au motif que l'Union européenne n'est pas un "club chrétien" considère en revanche que la Russie orthodoxe n'y a pas sa place car "sa civilisation est différente" !

**Noël Mamère**, qui plaide pour l'intégration de la Turquie parce qu'« on voit bien que c'est la perspective de l'entrée dans l'Union qui a fait faire à la Turquie de formidables progrès en matière de droits de l'homme. » Peut-être devrait-on alors aussi proposer l'adhésion à d'autres pays encore un peu trop fâchés avec les droits de l'homme : la Chine, l'Iran, la Libye, le Zimbabwe, la Corée du Nord, etc.

**Alain Juppé** qui, sur une ligne proche de Noël Mamère, est favorable à l'adhésion turque à condition cependant que le nouveau régime respecte "les engagements de la Turquie sur les droits de l'homme et la laïcité". Si le respect des droits de l'homme et la laïcité est le seul critère nécessaire à l'adhésion, alors l'Union va finir par s'étendre à la terre entière à l'exception peut-être de quelques monarchies pétrolières et de la Cité du Vatican...

**Jean-Pierre Chevènement**, qui est favorable lui aussi à l'adhésion de la Turquie car « il faut se souvenir que la Turquie est un des très rares pays musulmans laïques. » Faut-il alors engager le processus des autres pays musulmans laïques que sont la Syrie, l'Irak ou l'Indonésie ?

**Que tous les autres politiciens, non moins illustres et tout autant méritants de figurer dans notre bêtisier nous pardonnent : seul le manque d'espace nous empêche de les mettre à l'honneur !**



# Entretien avec Olivier Pichon « L'Éducation nationale est malade de la gauche »

Bien connu de nos lecteurs comme délégué au développement du 1<sup>er</sup> degré de l'Éducation nationale en France, Olivier Pichon est également professeur en prépa HEC et président du Mouvement national (MEN). Excellent connaisseur des questions scolaires, il a écrit un ouvrage de grande tenue : « Dernières nouvelles du Mammouth » paru chez Éditions du Thorét.

**Ces derniers mois, de nombreux ouvrages, souvent signés par des enseignants eux-mêmes, ont dénoncé la faillite du système éducatif. Considérez-vous qu'ils exagèrent ?**

Bien sûr que non, ils n'exagèrent pas ! Cependant, leurs points de vue sont souvent partiels. Ils voient très bien ce qui a été fait de mauvais aux alentours de Mai 68. Mais ils font trop l'impasse sur les dégâts commis ces dernières années et notamment de 1988 à 1992 lorsque M. Jospin présidait aux destinées du ministère de l'Éducation nationale. Car sa gestion y fut marquée par les mêmes défauts que plus récemment à Matignon et qu'on peut résumer en trois mots : gabegie, utopie et idéologie. Gabegie, car c'est à ce moment-là que l'éducation devient le premier budget de la nation. Utopie, parce qu'il crée les IUFM, ces véritables centrales de reproduction du pédagogisme. Idéologie enfin, parce que les programmes et les manuels scolaires reflètent alors la mutation idéologique de la gauche qui, à partir de ces années-là, rompt avec le républicanisme laïc qui était pourtant sa marque de fabrique. Depuis lors, l'apologie du multiculturalisme, le dénigrement de la nation et le caporalisme antiraciste règnent en maîtres.

**Les mois d'octobre et de novembre derniers ont été marqués par plusieurs manifestations d'enseignants. Quel jugement portez-vous sur leurs revendications ?**

Leurs revendications portaient essentiellement sur les moyens matériels. Or, le problème de l'Éducation nationale n'est pas un problème de moyens. Son personnel est pléthorique avec environ 1 250 000 salariés auxquels il faut ajouter environ 65 000 emplois jeunes dont les ministres actuels essaient il est vrai de se débarrasser. Gageons qu'ils auront du mal car j'ai appris que dans certaines académies, ces emplois-jeunes, dont vous connaissez le profil pour le moins typé, seraient accueillis dans les IUFM sans passer par la case concours. Ce qui signifie qu'ils pourraient demain être les maîtres d'école de nos enfants... Pour revenir aux moyens, je vous rappelle également que le budget de l'Éducation était de 68,9 milliards d'euros ! La faillite de l'éducation nationale ne saurait donc être mise sur le compte d'un manque de moyens. En fait, l'Éducation nationale est malade de la gauche.

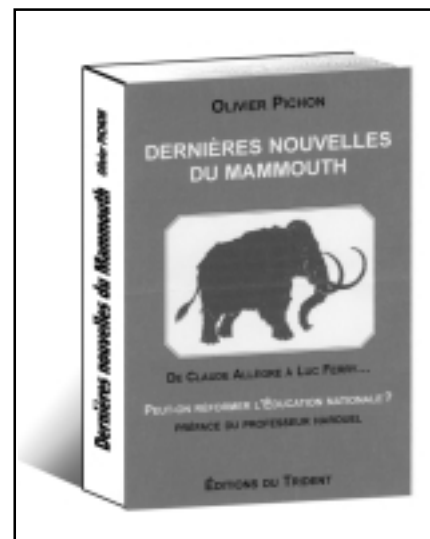
**Quels sont donc les remèdes que vous préconisez ?**

Au Mouvement national républicain, comme de nombreux enseignants, nous considérons que le retour à un enseignement de qualité passe par une redéfinition des programmes et par une rupture totale avec deux illusions coûteuses : le pédagogisme promu par les IUFM et l'égalitarisme niveleur caractérisé par le collège unique et la volonté de mener 80 % d'une classe d'âge au baccalauréat. Pour ma part je commencerais par supprimer purement et sim-

plement les IUFM ainsi que le très nocif Institut national de recherche pédagogique. Nos enfants doivent cesser d'être des cobayes livrés aux nostalgiques de la création d'un homme nouveau ! Enfin, comme le prône le MNR, je redonnerais à l'enseignement professionnel ses lettres de noblesse de façon à sortir du collège unique.

**Ces mesures bénéficieraient-elles vraiment du soutien d'une majorité d'enseignants comme vous le sous-entendez ?**

Sincèrement j'en suis persuadé. Pour tout vous dire, je considère même que le gouvernement actuel jouit d'une occasion historique pour agir en profondeur. En effet, les dernières élections syndicales ont démontré que les centrales de gauche ne séduisaient désor-



## onale auche »

MNR et conseiller régional d'Ile-de-France, il vient de leur consacrer un ouvrage publié aux éditions du Trident.

mais plus qu'un tiers du corps enseignant contre la moitié il y a dix ans et même les deux tiers sur temps de la FEN ! Autant dire que s'il ne fait rien ou s'il se contente de demi-mesures, il n'en sera que plus coupable.

**Olivier Pichon, permettez-moi une dernière question. Au sein du MNR, vous venez également d'être nommé au poste de délégué au développement. Quelles sont vos priorités ?**

Ecoutez, les pistes de travail ne manquent pas ! Ce que je peux vous dire, c'est que mes premiers efforts porteront prioritairement sur la nécessité de renforcer les contacts du MNR avec la société civile en général et avec les milieux associatifs en particulier.

Propos recueillis  
par Christophe Dessanti

### Dernières nouvelles du Mammouth -

De Claude Allègre à Luc Ferry : peut-on réformer l'Education nationale ?, peut être commandé pour 18 euros franco de port au Mouvement pour une éducation nationale. (chèque à l'ordre du MEN)

MEN - BP 105 -  
92216 Saint-Cloud CEDEX

## En bref...

### L'Europe à la remorque des Etats-Unis

● Quelques jours seulement après son adhésion à l'Union européenne, la Pologne a décidé d'équiper ses forces armées de F 16 américains de préférence aux Mirages 2000 français et aux Jas 39 Gripen anglo-suédois. De la sorte, elle met en lumière les terribles lacunes d'une Europe mondialiste dépourvue de vision stratégique et de volonté de puissance qui persiste à remettre sa sécurité entre les mains d'une OTAN sous totale tutelle des Américains.

### La gauche lâchée par ses fidèles

● Belle lucidité que celle de certains intellectuels, tout récemment encore estampillés "de gauche"! Ainsi, Pierre-André Taguieff qui souligne l'autisme de son camp : "Tout se passe comme si la gauche avait cessé de penser, et que le gauchisme lui apportait ses analyses. On a l'impression d'un château fort imprenable qui n'a pas d'oreilles politiques ni sociales, qui vend toujours les mêmes avant-gardes subventionnées." Et cet ancien membre de SOS Racisme de pointer du doigt la faute majeure de la gauche : "On n'a pas le droit de penser la nation, la civilisation, l'Occident. Il n'y a que des individus, et à l'autre bout l'humanité. Et entre les deux, rien. Ou l'horreur. Dans ces conditions, on ne peut plus penser la politique. C'est pourquoi, une politique de gauche ne peut exister."

### Fabius veut faire payer les abstentionnistes

● C'est la dernière trouvaille de la gauche : pour lutter contre l'abstention, il faudrait obliger les Français à se rendre dans les isolements avec une amende de 30 euros pour les citoyens récalcitrants ! Une preuve supplémentaire du fossé croissant qui existe entre la classe politique et les préoccupations des Français. La gauche se moque bien de répondre à ces attentes pourvu que les électeurs ne la boudent pas le jour du scrutin.

### Islam à la Française...

● Nicolas Sarkozy posait comme condition essentielle au succès de son « conseil représentatif du culte musulman » que les puissances étrangères n'y fassent pas d'ingérence. Or tous les interlocuteurs de Sarkozy qui vont siéger dans cette instance agissent et parlent avec l'aval et le contrôle de nations étrangères. C'est le cas de la Mosquée de Paris, clairement inféodée à l'Algérie mais aussi le cas de la Fédération des musulmans de France qui est ouvertement soutenue par le Maroc. Enfin parmi les interlocuteurs de Sarkozy, on retrouve l'Union des organisations islamiques de France, proche des Frères musulmans dont l'appartenance à la mouvance islamiste est de notoriété publique. De quoi douter du bien fondé de la fameuse distinction entre "Islam en France" et "Islam de France"...

### Le dernier livre de Jean-Claude Rolinat



A l'heure où les derniers fermiers blancs du Zimbabwe sont victimes de la politique d'expropriation raciste du président Mugabe, ce qui risque de plonger le pays dans la récession économique et la famine, nos lecteurs pourront se reporter utilement au dernier livre de notre ami Jean-Claude Rolinat : "Le livre noir de Rhodésie

blanche" à commander pour 23 euros franco de port aux éditions Dualpha - BP 58 - 77522 Coulommiers cedex.

# Première réunion du Bureau national depuis le 17 novembre

C'est le 6 décembre dernier au siège du MNR que les 24 membres du nouveau bureau national élu le 17 novembre se sont réunis autour de Bruno Mégret. Après les mois de crise et de difficultés qui ont fait suite aux élections législatives, ce Bureau national a placé sa réflexion et ses déci-

sions sous le signe du redémarrage de notre mouvement.

Le Bureau national est un peu le gouvernement du MNR. C'est à lui que revient l'essentiel des décisions politiques courantes du mouvement ainsi que des questions d'organisation structurelle. Il agit dans le respect des grandes orientations débat-

tues et votées lors des réunions du Conseil national.

Après les quelques mois de tourmente, c'est bien-sûr à l'organisation interne et aux questions financières que ce premier bureau national a été consacré. Voici une brève synthèse des débats et quelques-unes des décisions prises :



### 3 questions à ...

## Annick MARTIN, Secrétaire général du MNR

**Vous êtes, depuis le Conseil national du 17 novembre, le Secrétaire général en charge de l'administration du mouvement et des fédérations.**

**Membre du MNR depuis sa création, vous êtes encore peu connue de nos lecteurs. Pouvez-vous nous en dire un peu plus sur vous ?**

Docteur en médecine, mère de trois enfants, je suis secrétaire générale du groupe MNR au conseil régional d'Ile-de-France depuis quatre ans.

**Dans vos nouvelles fonctions, quelles sont vos principales priorités pour les mois qui viennent ?**

J'ai trois grandes priorités. D'abord réorganiser le mouvement qui a été éprouvé par trois ans et demi de batailles électorales successives. Ensuite, former de nouveaux cadres de terrain car c'est par là que passera la reconquête. Et enfin, développer la communication et les relations du MNR avec les acteurs de la vie civile.

**Après vos premières "tournées" dans les départements, quelle est selon vous l'attente des militants et adhérents de notre mouvement ?**

Je reviens avec une impression très positive de mes premières tournées. J'y ai rencontré des militants et des adhérents qui ont su garder leur calme et le sens de la camaraderie, qualités que j'apprécie particulièrement. Prêts à retourner sur le terrain, ils attendent de la nouvelle équipe un travail politique de fond exprimé de façon simple et claire. Je les ai incités, comme j'invite tous les adhérents à le faire, à participer à la vie de notre mouvement et au développement de nos idées en nous faisant part de leurs réflexions et suggestions par courrier ou, mieux encore, par mail à l'adresse suivante : [mnr@m-n-r.com](mailto:mnr@m-n-r.com). Pour ma part, j'espère ne pas les décevoir. Et à tous et toutes je souhaite une bonne année 2003 !

### Situation financière :

Alain Vauzelle, trésorier national, a présenté un état des lieux financier. La souscription de 500 000 euros lancée en septembre a déjà permis de collecter 310 000 euros.

### Campagne d'adhésion 2003 :

Une grande campagne d'adhésion est lancée. Cela n'avait pas été fait depuis près d'un an en raison du calendrier électoral chargé et des problèmes internes. Le MNR redémarre et, dans cet esprit, Bertrand Robert a envoyé fin décembre un courrier à tous ceux dont l'adhésion est arrivée ou arrivera bientôt à échéance.

### Réorganisation du siège :

Afin de faire des économies, le siège national est complètement réorganisé, les fonctions des permanents sont redéfinies et les locaux de la rue de Cronstadt sont réaménagés.

### Magazine du MNR :

Le journal du MNR 13 "Le Mouvement" remplace pour quelques mois "Le Chêne" qui reviendra au mois de mars, à un rythme mensuel et sous une formule plus économique.

### Action politique :

Les difficultés internes digérées, le MNR va maintenant reprendre l'action politique. Les thèmes des prochaines campagnes seront débattus en BN.



# 11 nouveaux SD

*En application des statuts du MNR, c'est le Bureau national qui nomme les secrétaires départementaux, sur proposition du secrétaire général. Le 6 décembre, suite aux démissions de certains où à une simple et naturelle passation de témoin, ce ne sont pas moins de 11 nouveaux responsables départementaux qui ont été désignés. Bon courage à eux dans leurs nouvelles fonctions et merci à leur prédécesseurs qui, quels que soient les chemins qu'ils prennent maintenant, ont assuré leur tâche avec dynamisme et disponibilité.*



**P. Cazorla**

*Alpes de Hautes-Provence (04)*  
**Pierre CAZORLA**



**J. Quirins**

*Bouches-du-Rhône (13)*  
**Hubert SAVON**

*Eure (27)*  
**Jacques QUIRINS**



**M. Servile**

*Gard (30)*  
**Michel SERVILE**

*Loiret (45)*  
**Michelle PICAVEZ**



**O. Mahu**

*Meurthe-et-Moselle (54)*  
**Catherine DAVION**

*Meuse (55)*  
**Angelo CANALE**



**A. Canale**

*Nièvre (58)*  
**Olivier MAHU**

*Savoie (73)*  
**Hélène PINONCELY**

*Seine-Maritime (76)*  
**Philippe FOUCHÉ-SAILLENFEST**

*Vaucluse (84)*  
**Marie-José CROS**

### Consignes aux cadres et responsables

- Lancer et amplifier au niveau départemental et régional la grande campagne d'adhésions et de réadhésions pour l'année 2003
- Mobiliser les sections afin de reprendre l'offensive politique, notamment sur le plan local et municipal (actions des élus MNR, etc.)
- Organiser des réunions des adhérents et sympathisants par secteurs géographiques
- Reprendre les activités militantes courantes : affichage, distributions de tracts, etc. (à cet effet, vous pouvez dupliquer le tract en page 11 contre l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne).

### Rendez-vous dans les fédés

**16 janvier (78)** : galette des rois de la fédération des Yvelines à 20 h à Rocquencourt. Renseignements au 06 83 54 13 28.

**25 janvier (76)** : galette des rois de la fédération de Seine-Maritime autour de son nouveau secrétaire départemental, Philippe Fouché-Saillenfest. 16 h. à la Grange de Francis Duval, RN 15 (entre Bolbec et Saint-Romain). Renseignements au 02 35 42 23 93.

**26 janvier (75)** : Galette des rois de la fédération de Paris à partir de 19 h au 15 rue de Cronstadt. Renseignements au 01 56 56 64 34.

**26 janvier (37)** : galette des rois de la fédération d'Indre-et-Loire. Renseignements au 06 81 50 32 34.

**26 janvier (08)** : galette des rois de la fédération des Ardennes à 14 h. au Moulin Saint-Pierre - 08410 Boulzicourt. Renseignements au 03 24 58 98 06.

**1er février (13)** : galette des rois de la fédération des Bouches-du-Rhône en présence de Bruno Mégret et de Hubert Savon, nouveau secrétaire départemental. 16 h à la permanence de Rognac (46 bis, bd Jean Jaurès - 13340 Rognac). Renseignements au 04 91 86 08 76.

### DERNIÈRE MINUTE

## Catherine Mégret, condamnée en cassation dans l'affaire de la prime de naissance de Vitrolles !

Mardi 14 janvier, la Cour de Cassation a confirmé la condamnation pénale, inique et scandaleuse de Catherine Mégret dans l'affaire de la prime de naissance votée par la municipalité de Vitrolles en 1998. Le tribunal administratif avait annulé la délibération du Conseil municipal mais, chose totalement aberrante, le Parquet d'Aix-en-Provence avait poursuivi pénalement le maire de Vitrolles. Le Tribunal de grande instance, puis la Cour d'Appel, ont condamné Catherine Mégret pour une délibération votée par un Conseil municipal qui tirait lui-même sa légitimité du suffrage universel ! En confirmant la très lourde condamnation de la Cour d'Appel (400 000 francs d'amendes, de dommages et intérêts, de frais divers, sans compter 2 ans d'inéligibilité et 3 mois de prison avec sursis), la Cour de Cassation agit comme une instance partisane et manifeste son profond mépris pour les représentants du peuple. Dans un communiqué envoyé à la presse, Bruno Mégret se déclare choqué par cet arrêt "qui crée un précédent très grave pour la démocratie et instaure un régime de liberté surveillée pour les élus".

# A Anvers, la Ligue arabe européenne met fin au mythe de l'intégration réussie

Depuis que le 27 novembre dernier la ville d'Anvers a été le théâtre d'émeutes d'une rare violence fomentées par une véritable milice ethnique répondant au nom de Ligue arabe européenne, rares sont les Flamands qui croient encore au mythe de l'intégration des populations immigrées.

Le 27 novembre, à la suite de l'assassinat d'un jeune marocain par un sexagénaire déséquilibré, tout un quartier d'Anvers est livré à la colère de bandes de jeunes immigrés désirant venger ce qu'ils appellent, contre toute vraisemblance, « un crime raciste. » Jusque-là, on conviendra qu'il s'agit d'un événement des plus banals puisqu'il se produit d'identiques scènes d'émeutes dans la plupart des grandes agglomérations européennes et notamment françaises.

## Une ligue arabe ouvertement raciste

Ce qui est moins banal, c'est la façon dont les émeutiers d'Anvers ont été mobilisés et épaulés par une véritable milice ethnique appelée Ligue arabe européenne. Déjà connue des Anversois, cette organisation s'était déjà fait remarquer en créant des Comités de protection de la jeunesse arabe se donnant pour mission de surveiller les agissements de la police belge jugée... raciste, ce qui lui valait la sympathie tacite de tout ce que le royaume compte de masochistes et de gauchistes.

Pourtant, en matière de racisme, c'est le leader de la Ligue arabe européenne qui se révèle un

orfèvre. Répondant au nom de Dyab Abouh Jahjah, cet immigré d'origine libanaise ne fait pas dans la dentelle. A la tête de la Ligue, il rejette l'intégration des immigrés,



Pour notre ami Filip Dewinter, chef de file du Vlaams Blok à Anvers, ici en compagnie de Bruno Mégret lors du congrès de Nice du MNR, l'affaire Abouh Jahjah démontre de façon spectaculaire le laxisme des autorités belges à l'égard des activistes islamistes.

qu'il considère comme une conception raciste en se référant à Malcolm X, leader noir américain qui jugea Martin Luther King trop mou et se convertit à l'islam. Ainsi, Jahjah qualifie les élus socialistes d'origine étrangère de "bougnoles domestiqués". Enfin, il refuse de condamner les attentats du 11 septembre et exprime ouvertement le souhait que Sharon soit assassiné.

## Un symbole du laxisme belge

Si l'on ajoute à cela que Jahjah a obtenu la nationalité belge par le biais d'une demande d'asile bidon

et d'un mariage blanc, on comprend que cette affaire ait totalement ouvert les yeux des Anversois et au-delà de l'ensemble des Flamands et des Belges sur le laxisme de leurs autorités.

A quelques mois seulement des élections législatives, cette affaire devrait donc largement bénéficier à la droite nationale flamande qui depuis des années met en garde ses compatriotes contre les dangers de l'immigration massive et contre le processus de l'islamisation du pays.

## L'évolution de la communauté juive

Ainsi, si l'on en croit la presse belge, la nombreuse communauté juive d'Anvers, qui s'était jusqu'ici montrée globalement réticente à voter pour le Vlaams Blok, pourrait, cette fois, soutenir massivement ses candidats. Comment en serait-il autrement alors que l'Etat belge se montre incapable de mettre au pas un activiste tel que Abouh Jahjah qui déclarait encore tout récemment : «Anvers est le bastion du sionisme en Europe, elle doit devenir La Mecque de l'action palestinienne» ?

C. Dessanti

PETITION PUBLIQUE

# Entrée de la Turquie dans l'Europe : Exigeons un référendum !

La quasi totalité de la classe politique est pour l'entrée de la Turquie dans l'Europe alors que cela mettrait gravement en péril les équilibres politiques, économiques et sociaux de l'Europe et donc de la France.

**L'entrée de la Turquie dans l'Union, c'est :**

- **65 millions de Turcs musulmans** qui bénéficieront de la "libre circulation des personnes"...
- **l'islamisation de l'Europe**, comme le prouve, aux dernières élections législatives turques, la récente et large victoire des islamistes.
- **Lplus de chômage et plus d'impôts !** Le PNB par habitant de la Turquie est 7 fois inférieur à celui de l'Europe, son entrée dans l'Union livrera nos entreprises à une concurrence sauvage et provoquera la délocalisation de nombreuses activités.

La Turquie n'est pas un pays européen et n'a donc rien à faire dans l'Union européenne. Cela n'exclut d'ailleurs pas le développement d'une efficace coopération entre la Turquie et l'Europe.

## LE MNR PROPOSE

- **réaffirmer les frontières géographiques de l'Europe comme cadre de développement de l'Union européenne,**
- **assurer la solidarité des états-membres face à la menace islamiste et terroriste,**
- **s'opposer à l'entrée de la Turquie en Europe ce qui n'empêche pas de maintenir une coopération économique avec elle.**

# AVEC LE MNR ET BRUNO MÉGRET, POUR UNE EUROPE EUROPÉENNE

Gardons  
le contact !



Nom..... Prénom..... Adresse.....  
Tel. : .....

- Je refuse l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne et demande l'organisation d'un référendum à ce sujet.
- Pour assurer la diffusion de cette pétition publique, j'apporte mon soutien à Bruno Mégret et verse la somme de ..... € (chèques à l'ordre de "AF MNR").

A RENVoyer À : MNR - 15, RUE DE CRONSTADT - 75015 PARIS ● RADIO MNR : 08 92 69 69 26

## SOUSCRIPTION

# PRÈS DU BUT !!!

Il y a quatre mois, après la déception des législatives, après le rejet inique du compte de campagne de Bruno Mégret, nous vous lançons un appel pour réunir très vite 500 000 euros et faire face aux échéances les plus pressantes.

Des centaines d'entre vous, révoltés par tant d'injustice, ont répondu à notre appel.

**Grâce à leur rapidité et à leur générosité, 310 000 euros ont pu être recueillis** en quelques semaines. Les fournisseurs les plus mal en point, les créanciers les plus impatients ont reçu ainsi, grâce à vous, un premier acompte : une étape était franchie. **Bravo et mille mercis à tous**.

Mais le complément de 190 000 euros que nous avons calculé est plus nécessaire que jamais.

En avril prochain, l'Etat nous versera certes la subvention à laquelle nos scores des législatives nous donnent droit. Mais cette subvention sera divisée par deux, car elle sera calculée sur les six mois écoulés entre les élections de juin et la fin 2002.

**Il y a donc pour le MNR un manque à gagner de 190 000 euros. Cette somme est absolument nécessaire. Nous avons encore besoin de vous.** Nous ne pouvons compter que sur vous. Nous sommes tout près du but : notre survie est aujourd'hui quasiment acquise. Que chacun fasse un effort de 20, 100, 200 euros ou plus et nous sortirons de cette épreuve plus forts et plus conquérants pour de nouveaux combats. Je compte sur vous.

Alain VAUZELLE  
Trésorier national

PS : Chacun de nos donateurs de l'année 2002 recevra dans les jours qui viennent un reçu fiscal (déductible des impôts à hauteur de 50 %) correspondant à(ux) don(s) qu'il a fait au MNR durant l'année.

## JE FAIS UN VERSEMENT MENSUEL

Nom..... Prénom..... Adresse.....  
..... Code postal..... Ville..... Tel. : .....

accepte de verser chaque mois au MNR la somme de :

10 €     15 €     25 €     50 €     ou ..... €

par prélèvement mensuel    ou     par ordre de virement

Nous vous ferons parvenir, par courrier, les documents nécessaires en fonction de votre choix.

## SOUSCRIPTION

# J'aide le MNR à faire face

Coupon à renvoyer à :  
MNR - 15 rue de Cronstadt  
75015 Paris

En faisant un don au MNR, vous recevrez un reçu fiscal anonyme que vous utiliserez ou non et qui vous donnera droit à un abattement fiscal de 50 %

Nom..... Prénom..... Adresse.....  
..... Code postal..... Ville..... Tel. : .....

Je soutiens l'action du MNR et de Bruno Mégret et je veux assurer l'avenir de notre combat. Je verse la somme de (chèques à l'ordre de AF MNR\*) :

20 €     50 €     100 €     200 €     ou ..... €

\* Association de financement du Mouvement national républicain, agréée par la CCFP en date du 18 juin 1999 sous le n° P305AF99567